

# Renouveau politique et nouvelle donne diplomatique en Amérique latine

Jean-Jacques Kourliandsky

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2010/2 n° 78 , PAGES 52 À 63  
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

ISBN 9782200926700

DOI 10.3917/ris.078.0052

Date de mise en ligne : 28/06/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2010-2-page-52?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Jean-Jacques Kourliandsky  
Chercheur à l'IRIS

### Renouveau politique et nouvelle donne diplomatique en Amérique latine

L'accession au pouvoir, ces dernières années en Amérique latine, de gouvernements alternatifs de gauche a entraîné une rupture en matière de politique intérieure mais aussi extérieure. Les nouvelles équipes au pouvoir ont abandonné les politiques libérales du consensus de Washington. Issues de dynamiques électorales identiques elles ne sont pas pour autant idéologiquement semblables, mais doivent répondre aux mêmes attentes sociales de leur population. Dans cette perspective les politiques sociales et économiques internes ne suffisent pas et doivent s'accompagner d'une diplomatie volontariste, visant entre autres une plus grande autonomie financière et une meilleure gestion des ressources agricoles et minières. Il s'en suit une nouvelle relation au monde rompant avec un passé diplomatique liant l'Amérique latine à l'Occident.

### Renewal and New Diplomatic Policy in Latin America

Over the last years in Latin America, alternative left-wing parties' accession to power has led to a failure in domestic policy and foreign policy. The new parties in power have abandoned the liberal policies of the Washington consensus. Although the product of similar political tendencies they have differing ideologies share the goal of responding to the social needs of their populations. In this perspective, domestic social and economic policies are not enough and have to be complemented by proactive diplomacy whose goals include greater financial autonomy and better management of agricultural and mining resources. These goals lead to a new relation to the world and breaks with a diplomatic past which tied Latin America to the Occident.

# Renouveau politique et nouvelle donne diplomatique en Amérique latine

Jean-Jacques Kourliandsky

Les campagnes électorales privilégient d'ordinaire les enjeux de politique intérieure, en Amérique latine comme en tout pays respectant la démocratie plurielle. Le rétablissement d'une vie démocratique en Amérique latine depuis plus de vingt ans permis des rotations politiques et partisanes jusque-là impensables<sup>1</sup>. Les électeurs ont voté pour les candidats et les partis leur assurant la perspective d'un meilleur accès à la richesse nationale, ainsi l'arrivée au pouvoir ces dernières années d'Evo Morales en Bolivie ou de Luiz Inacio Lula da Silva au Brésil a été marquée par une distance, voire une rupture, avec les politiques de leurs prédécesseurs. Elles sont intérieures mais aussi extérieures.

On constate un bouleversement du contexte gouvernemental intérieur comme extérieur en quelques années pour des raisons essentiellement sociales. Durant les années 1950-1990, l'organisation du monde en deux pôles articulait de façon intime ruptures intérieures et choix, voire alignements extérieurs. Le « monde libre » était celui que chapeautaient les États-Unis. Celui des dictatures du prolétariat ou de la démocratie socialiste relevait de l'URSS. L'implosion de l'Union soviétique et du système d'alliances Est-Ouest aurait pu conduire à un monde uni autour des valeurs partagées de démocratie et de libre marché, et ainsi à la « fin de l'histoire », annoncée par Francis Fukuyama. Cela n'a pas, au moins en Amérique latine, été le cas. D'autres clivages ont émergé, entraînant de nouveaux liens entre extérieur et intérieur. Ces redéfinitions, s'élevant ini-

1. Cf. les ouvrages de G. Couffignal, *Réinventer la démocratie : le défi latino-américain*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992 ; et O. Dabène, *L'Amérique latine et la démocratie*, Bruxelles, Complexe, 1999.

tialement contre le modèle prôné par les États-Unis, ont au fil du temps pris une dimension de plus en plus alternative.

## Nouveaux gouvernements et rejet du consensus de Washington

La fin des dictatures a permis la reconstruction d'une égalité citoyenne. Mais progressivement les scrutins ont accentué le sentiment d'insatisfaction sociale et l'exigence de changements<sup>1</sup>. Cette exigence de changements sociaux intérieurs supposait la remise en question des rapports entretenus avec l'économie internationale. Les premiers dirigeants issus du suffrage universel post-dictatures n'ont en effet modifié qu'assez marginalement les politiques économiques pratiquées par les régimes autoritaires qui les avaient précédés. Or, de façon schématique, les politiques économiques pratiquées par les gouvernements autoritaires relevaient du « consensus de Washington »<sup>2</sup>. Elles combinaient, ouverture commerciale, privatisation des entreprises et des services publics, équilibre budgétaire, sous le regard et le contrôle des institutions financières internationales.

Si tous les pays d'Amérique latine ont connu dans les années 1980-1990 une rupture politique, cette rupture en revanche n'a pas existé dans la gestion de l'économie. Ces politiques ont accentué les inégalités dans un « continent » où elles étaient déjà parmi les plus fortes.

Cette contradiction entre démocratie et attentes sociales insatisfaites a entraîné le récent tournant à gauche de plusieurs pays d'Amérique latine, caractérisé par un interventionnisme accru en matière de politique économique<sup>3</sup>. Les électeurs ont sanctionné les gouvernements qui perpétuaient les politiques néolibérales du consensus de Washington.

Ces alternances concomitantes n'ont pas répondu à des stratégies concertées au sein d'internationales partisans. Mais elles étaient porteuses de remises en question d'un ordre international considéré comme coresponsable du sinistre social. Différentes coordinations partisans et associatives latino-américaines ont exprimé et organisé ce versant international de la fronde électorale. La Coppal (Confédération permanente des partis politiques d'Amérique latine), la CSLA (Confédération socialiste latino-américaine), le Forum de Porto Alegre (rassemblement d'ONG) et de Saint-Paul (concert de partis politiques de gauche) ont constitué des réseaux parallèles, superposés, et parfois concurrents, mais

1. Cf. Alain Rouquié, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

2. Cf. Numéro spécial « Bilan de l'expérience néo-libérale en Amérique latine », *Revue internationale du travail*, vol. 148, n° 3, Genève, BIT, septembre 2009.

3. Dante Caputo (sous la dir.), *Informe sobre la democracia en América Latina*, Lima, PNUD, 2004.

traduisant dans leur diversité une demande collective, celle de rompre avec les politiques économiques imposées ou recommandées depuis Washington, Paris et Londres par les clubs de créanciers de l'Amérique latine, la Banque mondiale et le FMI. L'alternance bolivienne, sanctionnée par la victoire du MAS et de son candidat Evo Morales en 2006, proposait aux électeurs une autre politique économique et sociale, la redéfinition des contrats d'exploitation des ressources gazières et pétrolières signés avec des grandes compagnies étrangères et le rejet de tout accord énergétique avec le Chili.

L'exigence sociale supposait des nouvelles autorités élues, un réaménagement de la contrainte financière extérieure, une redéfinition des rapports entretenus avec les institutions financières internationales, les États-Unis et les autres créanciers. Cette exigence interne étroitement combinée à la recherche de nouvelles marges de manœuvre financières et commerciales extérieures, relevait, selon une analyse nord-américaine, de la quadrature du cercle. Riordan Roett, éminent universitaire nord-américain et observateur attentif de l'actualité latino-américaine, a en effet très tôt pointé une contradiction, selon lui difficilement surmontable, entre volontarisme externe et capacité d'action de gouvernements représentatifs de sociétés divisées par de violents écarts sociaux<sup>1</sup>. La difficulté à créer les consensus nationaux nécessaires à toute action politique un tant soit peu volontariste, intérieure comme extérieure, est incontestable. L'après guerre froide a été marquée par un croisement de violences d'origine différente. Si les contestations politiques à caractère armé ont bien cessé à peu près partout – phénomène qualifié par le chercheur et homme politique mexicain Jorge Castañeda « d'utopie désarmée »<sup>2</sup> –, d'autres types de violence ont pris le relais. Ils relèvent de la criminalité sociale, spontanée ou organisée. Ainsi, le Brésil, la Colombie, le Mexique et les États d'Amérique centrale rencontrent des difficultés pour assurer l'autorité de l'État face à des organisations délinquantes comme les *maras* d'Amérique centrale ou les *cartels*, ayant établi entre eux des relations transnationales<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les frustrations sociales des populations d'Amérique latine étaient d'une telle ampleur qu'elles ne pouvaient être canalisées par les pro-

*Cette contradiction entre  
démocratie et attentes sociales  
insatisfaites a entraîné le récent  
tournant à gauche de plusieurs  
pays d'Amérique latine.*

1. Riordan Roett, « El papel de Brasil como potencia regional », in Guadalupe Paz, Riordan Roett (sous la dir.), *América Latina en un entorno global en proceso de cambio*, Buenos Aires, Nuevohacer-ISEN, 2003.
2. Jorge Castañeda, *L'Utopie désarmée*, Paris, Grasset, 1996.
3. Luis Guillermo Solís, Francisco Rojas Aravena, *Crimen organizado en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, Catalonia-Flasco, 2008.

grammes audiovisuels transnationaux<sup>1</sup>, tels que les feuilletons (les *telenovelas*<sup>2</sup>). Qui plus est ces fictions interminables, reflet des préoccupations de leurs publics, quittent les beaux quartiers pour des quartiers plus populaires. Le succès continental, en 2006, du feuilleton colombien *Sin tetas no hay paraíso* (« sans poitrine pas de paradis »), dont les héros sont originaires d'un « quartier » de Pereira, est révélateur de cette tendance. L'option retenue par les hommes politiques français et les médias, lors des élections présidentielles de 2007, visant à privilégier sur toute autre question internationale les destinées de personnes victimes du terrorisme, à travers notamment l'enlèvement de la franco-colombienne Ingrid Betancourt<sup>3</sup>, était, à supposer qu'elle ait été envisagée, inopérante en Amérique latine. L'acuité des attentes sociales dépassait les éventuelles capacités d'évasion offertes par la politique spectacle.

La réalité sociale et politique était incontestablement porteuse de fortes contradictions internes altérant la capacité des États à mobiliser les citoyens. Mais parallèlement les gouvernements latino-américains ont bénéficié d'une conjoncture internationale qui leur était doublement favorable. La fin de la guerre froide a été marquée par une évolution qualitative de la relation entre Nord et Sud de l'Amérique. En effet, l'Amérique latine avec la fin de la guerre froide a perdu sa valeur d'enjeu fondamental pour Washington. Ne faisant plus l'objet d'une menace nécessitant une veille militaire, les États-Unis s'en sont rapidement détournés. Les relations entre le Nord et le Sud des Amériques a perdu son contenu militarisé. De 1992 à 1996 divers compromis civils ont été trouvés pour mettre fin aux conflits d'Amérique centrale, supposant la suspension de l'aide militaire apportée par les États-Unis aux autorités ou à des groupes armés d'opposition. En 1992, à l'occasion d'un sommet de l'Organisation des États américains (OEA) au Chili le président Bill Clinton a présenté ses regrets quant à la politique de son pays à l'égard du Chili et, plus généralement, de l'Amérique latine dans les années 1970. Les États-Unis ont indiqué, en 1996, que Cuba ne constituait plus une menace pour leur sécurité. De plus, ils ont restitué en 1999 le canal et les installations militaires adjacentes au gouvernement de Panama. En 2009 enfin, ils ont évacué leur base équatorienne de Manta. Ce désengagement a ouvert des possibilités d'action jusque-là inenvisageables aux pays d'Amérique latine. Ces marges de manœuvre ont d'autant plus été utilisées que les nouveaux gouvernants étaient porteurs de discours et programmes souverainistes qui bien que traditionnels en Amérique latine gardaient une valeur symbolique mobilisatrice.

1. Christian Salmon, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2007.
2. Lorenzo Vilches (sous la dir.), *Mercados globales, historias nacionales*, Barcelone, Gedisa, 2009.
3. Cf. Jean-Jacques Kourliandsky, *Ingrid Betancourt, par delà les apparences*, Paris, Toute latitude, 2008.

Ainsi, les nouveaux gouvernants ont eu toute latitude, hors de toute contrainte de leur grand voisin du nord, de fabriquer du consensus collectif. Ils ont multiplié les mesures sociales réductrices d'inégalités. Le volontarisme social était la contrepartie de l'accession au pouvoir. L'enjeu était de montrer que les inégalités n'étaient pas une donnée structurelle, mais correspondaient à une problématique en mouvement. Prouver la capacité des gouvernants à changer la vie de leurs concitoyens d'ici les prochaines élections a constitué une contrainte et un stimulant. Certains ont passé l'épreuve de la réélection avec succès. D'autres, au Chili et au Panama, en dépit d'un bilan macro-économique positif ont été sanctionnés par les électeurs.

La marge de manœuvre des États latino-américains a été par ailleurs facilitée par le retournement des termes de l'échange. Il a joué pendant toute cette période en faveur des autorités issues d'alternances sociales. L'emballement de la croissance mondiale, la montée en puissance de pays émergents en Afrique et en Asie ont stimulé la demande de biens agricoles, énergétiques et minéraux. La demande des pays asiatiques en matières premières et produits agricoles, venue de Chine, mais aussi d'Inde, de Taiwan, et d'autres pays jusque-là absents du « continent » latino-américain, a stimulé les économies latino-américaines. Ces échanges ont offert une alternative aux économies des pays latino-américains contrôlées par des donneurs d'ordre européens et nord-américains. Ces nouveaux flux commerciaux ont donc offert à l'Amérique latine l'opportunité, confortant celle ouverte par le désengagement régional des États-Unis, de mettre en place une autre politique économique et sociale et un nouveau type de diplomatie.

La fin de la guerre froide et la réévaluation des termes de l'échange ont permis aux nouvelles équipes gouvernementales de répondre à certaines attentes sociales de leurs électeurs. Un champ d'initiatives diplomatiques inédit en Amérique latine s'est ainsi ouvert, générateur pour certains de ses pays d'un rapport au monde beaucoup plus dynamique.

## **Alternances électorales et nouvelles affirmations internationales**

Les exigences de résultats en matière sociale et l'aspiration à l'autonomie financière ont canalisé l'émergence de politiques visant à desserrer les contraintes extérieures, commerciales, comme diplomatiques. Le desserrement des contraintes a pris dans un deuxième temps, sous des formes diverses, un caractère diplomatiquement contestataire. Les retombées financières obtenues grâce aux exportations de matières premières agricoles et minières,

la réorientation des flux commerciaux vers de nouveaux partenaires, la capacité à générer des consensus intérieurs ont constitué autant d'atouts venant conforter le volontarisme diplomatique. Ils rendaient possible la définition d'une expression internationale forte du Brésil et du Venezuela. Mais ils n'ont pas nécessairement cherché en dépit de discours intégrationnistes à mutualiser leurs politiques.

Les nouvelles politiques extérieures de ces gouvernements « alternatifs » partagent pourtant des similarités. Ces États exigent une plus grande participation, en tant qu'acteurs aux décisions, affectant les affaires du monde. Ils entendent sortir de leur rôle traditionnel de sujets et d'enjeu disputé entre puissances extérieures. Le volontarisme diplomatique d'aujourd'hui s'exprime par l'affirmation de l'indépendance et de la souveraineté des États, que ce soit dans les domaines économiques, commerciaux ou financiers. Il valorise les figures politiques qui

*Les nouvelles politiques extérieures de ces gouvernements « alternatifs » partagent pourtant des similarités.*

dans le passé ont lutté contre les ingérences extérieures. Ces personnages structurent les imaginaires collectifs. Ils sont sollicités en 2010 pour le bicentenaire des indépendances.

Ainsi ce socle de revendications communes, ancrées dans un passé commun de relations asymétriques avec les États-Unis et l'Europe, a facilité les convergences. Cette aspiration à un nouvel ordre international est partagée par la quasi-totalité des nouvelles équipes issues des élections de ces dernières années. Elle a été aussi soutenue par la Colombie et le Mexique, pays pourtant dirigés par des équipes « conservatrices ».

Ce « nationalisme continental » s'est concrétisé sur différents terrains. Le respect du droit international, dans la mesure où il reconnaît l'égalité entre petits et grands États, a été l'un des premiers champs d'expression de cette exigence. L'affirmation de la souveraineté a pris, au fil des ans, un caractère supérieur à l'exigence de démocratie qui pourtant est à la base de la légitimité « continentale ». L'Amérique latine renoue ainsi avec la doctrine Drago (du nom de son inventeur, diplomate argentin) qui il y a un siècle condamnait les ingérences militaires d'États créditeurs à l'égard de pays endettés en cessation de paiement. Cela n'est pas non plus sans rappeler le soutien apporté en 1982 par la quasi-totalité des Latino-américains au régime militaire argentin en guerre pour les Malouines contre un adversaire extracontinental, le Royaume-Uni.

Dès la fin de la guerre froide les Latino-américains ont condamné aux Nations unies l'embargo imposé unilatéralement à Cuba par les États-Unis et ont rétabli leurs relations diplomatiques avec La Havane. Ils ont condamné l'action militaire engagée par l'Alliance atlantique en Serbie au moment de la

crise du Kosovo. Ils ont regretté la mise en examen de l'ex-dictateur chilien, Augusto Pinochet à Londres en 1998. Une majorité a soutenu, en 2003, le Chili et le Mexique, représentants de l'Amérique latine, qui au Conseil de sécurité ont refusé de donner leur blanc-seing à l'intervention des États-Unis en Irak.

Tous, et en particulier les plus grands, ont défendu la nécessité d'une réforme des Nations unies afin d'en élargir le cercle des décideurs. Par ailleurs, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Guatemala et l'Uruguay ont, pour la première fois en 2004, constitué l'essentiel d'une force de stabilisation des Nations unies en Haïti. Sur l'ensemble de ces questions il a pu y avoir des divergences entre « progressistes » et « conservateurs ». Le représentant de la Colombie qui en décembre 2002 présidait le Conseil de sécurité a ainsi remis le premier rapport Blix sur les armes de destructions massives en Irak au Département d'État américain, avant d'en transmettre copie aux treize autres États membres. Mais très souvent il y a eu coïncidence d'analyse et de stratégie revendicatives entre gouvernants qu'ils soient « alternatifs » ou conservateurs. C'est à partir de ce constat qu'a pu être mise en place en mai 2008 une structure collective de résolution des conflits, l'UNASUL/R (Union des nations d'Amérique du Sud).

Le commerce international, l'économie et la finance constituent toujours un champ d'actions collectives. Les États ont cherché à récupérer leur autonomie dans ces domaines, altérée au cours de la période précédente par les prêts accordés par les institutions financières internationales ou par des États. Les ressources accumulées grâce à la hausse des cours des produits primaires exportés ont été affectées au remboursement de la dette extérieure. Certains pays, l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela, ont parallèlement cherché à élargir leurs marges de manœuvre en prenant des décisions contraignantes pour les créiteurs et investisseurs étrangers. La dette a été réévaluée à la baisse dans certains cas. Les règles de l'investissement étranger ont été unilatéralement révisées, afin d'en minorer le poids et d'accroître les dividendes revenant aux États.

Au-delà ce sont les rapports de force internationaux qui ont été bousculés par les nouveaux gouvernants, avec le soutien de la Colombie et du Mexique. L'émergence, en septembre 2003, du G22, d'initiative brésilienne, à l'occasion de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tenait à Cancún au Mexique, a matérialisé la revendication. Le G22 est aujourd'hui un acteur à part entière. Et depuis cette date le groupe dit des plus grandes économies du monde, le G7, en a pris acte. Argentine, Brésil et Mexique sont désormais invités à ses réunions. La présence du Brésil dans le petit groupe d'États invités à élaborer les termes de la Déclaration finale soumise aux participants de la Conférence de Copenhague sur le réchauffement climatique, en décembre 2009, reflète le chemin parcouru par un « continent », qui historiquement péri-

phérique est désormais reconnu comme un partenaire par les plus puissants, du moins en ce qui concerne le commerce et l'économie<sup>1</sup>.

Cette affirmation sur la scène internationale a été facilitée par la possibilité, pour la première fois donnée aux Latino-américains par l'éloignement de la puissance régionale tutélaire, les États-Unis. Ils ont saisi cette opportunité en inventant des alliances intercontinentales inédites. Elles sont motivées par la même exigence souveraine et la quête de partenariats compensant ceux, jusque-là dominants nord-américain et européen. L'Iran est ainsi vu comme un semblable et un partenaire par la Bolivie, le Brésil, le Nicaragua et le Venezuela. Le maintien du prix du baril de pétrole à un niveau élevé, comme la perpétuation de son engagement nucléaire en dépit des pressions exercées par les membres permanents du Conseil de sécurité, valent à l'Iran le soutien de la Bolivie, du Brésil et du Venezuela. Ces États ont sur ces questions des approches parallèles.

Par ailleurs, la Chine est devenue un partenaire commercial majeur pour le Brésil, Cuba, le Panama et le Pérou et important pour tous les autres. Cette présence est perçue comme équilibrante et facteur d'indépendance. Technologiquement elle est perçue comme une alternative aux États-Unis et à l'Europe, en particulier en ce qui concerne le lancement de satellites. Accessoirement elle offre des options alternatives en matière d'armements, utilisées par la Bolivie, le Pérou et le Venezuela.

Quant à la Russie, producteur majeur de gaz et de pétrole, fabricant d'armes, elle élargit ses coopérations avec l'Amérique latine sur ces différents terrains.

De façon plus inattendue, les gouvernements « alternatifs » coopèrent avec les pays qu'ils qualifient de « centraux » (États-Unis, France et Japon) à condition que ces rapports soient fondés sur le respect des souverainetés et permettent de conforter leurs logiques nationalistes. Gros producteurs de biocarburants le Brésil et les États-Unis ont consolidé, en janvier 2008, leurs liens afin de mieux défendre leurs intérêts communs. Le Venezuela gère au mieux ses investissements pétroliers aux États-Unis, son principal client, et n'a manifesté jusqu'ici aucune intention de retrait. Soucieux d'accéder à une forme de maturité militaire, le Brésil a trouvé un accommodement avec la France qui en manque de marchés extérieurs est ouverte aux transferts de technologie et aux délocalisations. De plus, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou et le Venezuela ont privilégié la technologie japonaise en matière de télévision numérique, signalant ainsi une volonté d'indépendance à l'égard de l'Europe et des États-Unis.

Au-delà de ces flux d'intérêts convergents les États qui en ont été les principaux bénéficiaires, Brésil et Venezuela, ont posé les fondations de coopérations

1. Cf. Jean-Jacques Kourliandsky, « Argentine, Brésil, Mexique, pertinence du concept d'émergence », *La Revue internationale et stratégique*, n° 75, automne 2009.

Sud-Sud institutionnalisées. L'Afrique, la Ligue arabe et les pays sud-américains mis en place, en 2005 et 2006, des forums permanents de rencontre. Ces institutions ont réussi à passer le cap des premières rencontres. En se pérennisant, les deuxièmes rendez-vous organisés en 2009 ont accompagné et nourri les complémentarités bilatérales et les stratégies convergentes au sein du système des Nations unies.

Dans ce concert souverainiste latino-américain une place particulière doit être réservée au Brésil. Le constat est révélateur des courants centrifuges qui cohabitent avec la recherche commune d'une place plus équilibrée au sein de la société internationale<sup>1</sup>.

Si les objectifs souverains sont les mêmes au Chili, au Venezuela et au Brésil, les conséquences qui en ont été tirées par les gouvernements sont parfois parallèles voire contradictoires. Les autorités du Chili et du Pérou, issues de l'alternance politique, ont choisi la multiplication des partenariats afin de préserver leur autonomie de décision. Adeptes du « régionalisme ouvert », ils ont signé avec un très grand nombre de pays, dont les États-Unis, des accords de libre-échange. Stratégiquement ils ont malgré tout accordé, en intégrant l'APEC (le Forum économique Asie-Pacifique), une préférence à cette région du monde.

*Les nouvelles majorités issues  
des urnes ont restructuré une  
Amérique latine, plus éloignée  
des États-Unis et de l'Europe.*

Le Venezuela, bien que modeste par sa superficie, sa population et son PIB, a saisi l'opportunité de la remontée des cours du pétrole depuis 1999, pour renouer avec une constante de sa politique extérieure, une diplomatie pétrolière active. Les dividendes sont utilisés à des fins sociales. Ils servent aussi à défendre de façon volontaire les revendications nationales. Le Venezuela reste membre de l'Organisation des États américains (OEA), mais a adhéré à l'UNASUR et s'est retiré du G3 (Colombie, Mexique, Venezuela) et de la CAN (Communauté andine des nations). Il a mobilisé ses moyens et sa diplomatie sur un projet dont il est le cerveau, l'ALBA (Alternative bolivarienne des Amériques). L'ALBA articule une série d'organisations annexes, favorisant le troc (le TCP, Traité de commerce entre les peuples) ou les livraisons de pétrole à prix préférentiel (Petrocaribe). Elle regroupe un nombre croissant de pays petits par la taille ou le PIB, soucieux de bénéficier de la manne pétrolière vénézuélienne.

Les petits États, Bolivie, Paraguay, Uruguay, tous gouvernés par des équipes « alternatives », ont affiché un nationalisme tous azimuts qui à l'occasion a visé

1. Cf. Jean-Jacques Kourliandsky, « Lula et la politique étrangère brésilienne, 2003-2010 », in L. Delcourt, *Le Brésil de Lula, un bilan contrasté*, Louvain-Paris, Cetri-Syllepse, 2010.

un pays proche. L'asymétrie de voisinage a constitué une variable pour ces pays souvent déterminante. Elle a été parfois mise au service de consensus nationalistes particulièrement mobilisateurs. La revendication souveraine de la Bolivie a pris une dimension anti-brésilienne en mai 2006 après la nationalisation d'installations appartenant à Petrobras. Au Paraguay, dès son accession au pouvoir en 2008, la nouvelle équipe présidentielle a exigé la renégociation du contrat concernant la vente au Brésil de l'électricité du barrage d'Itaipu. Quant à l'Uruguay et à l'Argentine, au Chili et au Pérou, ils ont saisi la Cour internationale de justice pour tenter de régler un différend frontalier, écologique et fluvial dans le premier cas, maritime dans le second.

Conséquence, 2008 et 2009 ont été des années de courses aux armements. Le Venezuela et la Colombie sont divisés par leur perception opposée des États-Unis. Bogota a signé un accord de défense en 2009 avec Washington, Caracas a dénoncé ce traité qu'il considère comme inamicale à son égard. Les deux gouvernements ont suspendu leur coopération. Ils ont annoncé des achats de matériel militaire. En dépit d'un apaisement et d'une normalisation de ses relations avec la Colombie, l'Équateur a décidé de moderniser ses armements. De façon plus générale la fin de la guerre froide, qui organisait les conflits autour de la confrontation des deux blocs, a libéré les contradictions. La Bolivie, le Chili et le Pérou ont réveillé les séquelles territoriales mal réglées de la guerre du Pacifique qui les a opposés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Au point d'entraîner le Paraguay voisin à envisager de mettre en place une aviation militaire jusqu'ici inexistante.



La majorité des gouvernements latino-américains est issue d'une alternance démocratique, la première depuis la chute des dictatures. Ces équipes ont été portées au pouvoir afin de rompre avec les politiques économiques connues sous le nom de « consensus de Washington ».

Ces gouvernements, issus de dynamiques électorales identiques ne sont pas pour autant idéologiquement semblables. Mais ils ont tous une feuille de route sociale à remplir faute de quoi, comme à Panama, en 2009, et au Chili, en 2010, ils peuvent être eux aussi victimes d'une alternance conservatrice. Compte tenu des contraintes économiques extérieures la mise en œuvre de ces politiques sociales n'est pas seulement affaire d'ordre interne. Elle suppose un accompagnement diplomatique volontariste. La combinaison de politiques d'affirmation sociale et nationale a généré une relation au monde extérieur, en rupture avec un passé diplomatique liant étroitement l'Amérique latine à l'Occident.

Les nouvelles majorités issues des urnes ont restructuré une Amérique latine, plus éloignée des États-Unis et de l'Europe, sans pour autant constituer une entité collective. On constate l'émergence de pôles parallèles et parfois concurrents, révélateurs d'intérêts divergents : un pôle sud-américain articulé autour du Brésil, un pôle contestataire centré autour du Venezuela, un pôle privilégiant l'alliance nord-américaine avec en tête la Colombie. Les deux premiers pôles sont incarnés par des gouvernements alternatifs qui diffèrent sur la méthode et non sur les objectifs. Le dernier est articulé par des dirigeants conservateurs. Leurs orientations en matière de politique étrangère ne sont pourtant pas aussi nettes que le laisse supposer leur définition électorale. La Colombie est partie prenante du projet brésilien. Les équipes gouvernementales du Chili et du Pérou s'y intéressent également.

Issus d'alternances répondant à des mécanismes parallèles, les gouvernements latino-américains ont articulé leur volontarisme social sur une diplomatie active. La combinaison a conforté les discours souverainistes dirigés contre les États-Unis et l'Europe. Mais le recours à des discours traditionnels, valorisant l'exaltation du sentiment national et la méfiance de l'Autre<sup>1</sup>, a parfois ciblé l'étranger proche, le voisin, mobilisant plus facilement les opinions locales qu'un adversaire de plus en plus lointain. ■

1. Cf. Armand Mattelart, *Histoire de l'utopie planétaire*, Paris, La Découverte, 2010.